

250.000 litiges liés aux "biens mal acquis" devant une commission au Burundi

PANA, 01 août 2014 Bujumbura, Burundi - Quelque 250.000 dossiers sont actuellement pendants devant la jeune Commission nationale chargée de trancher dans les litiges liés aux terres et autres biens mal acquis (Cntb), dont certains remontent aux années 1960 et impliquent des étrangers, apprend-on de source officielle à Bujumbura. Depuis 2009, la Cntb a été érigée en un principal mécanisme de règlement des litiges relatifs aux terres et autres biens qui opposent généralement les exilés et autres sinistrés intérieurs de guerre des années 1970 et 1990 à des tiers ou à des services publics.

L'institution est actuellement dirigée d'une main de fer par un prêtre catholique, Mgr Séraphin Bambonanire, qui n'a pas hésité à réquisitionner la force publique pour régler les litiges quand cela ne peut pas se faire à l'amiable. La tâche du prêtre n'est cependant pas facile et risque de raviver les vieux démons du tribalisme au Burundi où les rapatriés qui déclament de rentrer dans leurs biens appartiennent surtout à la majorité ethnique des Hutu, pendant que ceux qui doivent les restituer sont de la minorité Tutsi pour les avoir occupés pendant les années d'exil de leurs anciens voisins. D'ailleurs, les litiges fonciers, parfois sanglants, dans un pays exigu de moins de 30.000 kilomètres carrés, pour une population qui avoisine les 10 millions d'habitants, représentaient plus de 85% des dossiers pendants devant les tribunaux de première instance au Burundi, dit-on dans les milieux judiciaires. Selon encore Mgr Bambonanire, parmi les 250.000 dossiers litigieux, figurent ceux des étrangers de diverses nationalités, comme les Belges et Grecs qui étaient à un certain moment les plus nombreux à investir dans l'immobilier au Burundi, avant de partir en catastrophe au lendemain de l'indépendance nationale des années 1960. Dans tous les cas, les différents dossiers sont à l'attention des "usurpateurs" des biens d'autrui devront les restituer aux ayants droit, a avisé le président de la Cntb.